

La voie suisse dans la crise financière mondiale

par Christoph Blocher, Herrliberg

Conférence tenue dans le cadre
de la manifestation publique de l'UDC du canton de Zurich,
1^{er} novembre 2008, Hôtel Marriott, Zurich

Le discours écrit et le discours présenté oralement font foi.
L'orateur se réserve le droit de s'écarter même fortement de son manuscrit.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| I. Introduction..... | 2 |
| II. La crise mondiale et ses origines | 2 |
| III. La nécessité d'avoir des banques en état de fonctionner..... | 5 |
| IV. Les mesures de sauvetage étatiques et leur caractère douteux | 6 |
| V. Pourquoi la Suisse a-t-elle dû agir?..... | 7 |
| VI. Notre prospérité dépend aussi des banques | 8 |
| VII. Le système de bonus déficient de la branche financière | 9 |
| VIII. Rétablir la confiance dans le secteur financier | 10 |
| IX. La situation économique actuelle | 12 |
| X. La Suisse et ses entreprises sont-elles armées pour affronter une baisse conjoncturelle? | 13 |
| XI. Que faut-il faire pour surmonter le ralentissement conjoncturel? | 14 |
| XII. Conclusion..... | 17 |

I. Introduction

Le monde est ébranlé par une dangereuse crise financière.¹ On se frotte les yeux et on s'étonne.

Les plus grandes banques américaines sont au bord de l'abîme ou ont déjà sombré. Des instituts financiers européens renommés s'effondrent, les grandes banques suisses perdent une valeur énorme et doivent augmenter massivement leur capital-actions. L'UBS, la plus grande banque suisse, a besoin de l'aide de l'Etat. Les cours en bourse de toutes les entreprises industrielles s'effondrent.

Début octobre encore, nos grandes banques et le Conseil fédéral affirmaient qu'il n'était pas nécessaire que l'Etat apporte son aide aux établissements financiers. Mais l'impensable est devenu réalité. Peut-être justement parce que personne ne voulaient croire à cette possibilité.

Pourquoi suis-je venu aujourd'hui tenir cette conférence? Après les événements de ces dernières semaines j'ai dû constater **une confusion générale et même une désorientation dans la population**. De nombreuses personnes m'ont demandé d'expliquer comment elles devaient comprendre ces bouleversements. Rentrant d'un séjour prolongé à l'étranger, j'ai été assailli de demandes de journalistes. J'ai donc décidé d'accepter une invitation de l'UDC du canton de Zurich et de tenir une conférence pour proposer quelques réflexions de fond sur la voie suisse dans cette crise financière mondiale.

II. La crise mondiale et ses origines

En fait chacun le sait ou devrait le savoir: **il n'existe pas seulement des années de haute conjoncture, mais aussi des années de faible conjoncture**. La bible parle elle aussi des sept années de vaches grasses et des sept années de vaches maigres. Mais ceux qui, dans le passé, mettaient en garde contre un ralentissement économique n'ont suscité que des sourires.

Le **17 novembre 2007**, il y a donc presque un an, l'Agence télégraphique suisse a publié le communiqué suivant: "Le conseiller fédéral Christoph Blocher compte avec un ralentissement de la croissance économique l'année prochaine. Certains événements comme ceux qui se produisent sur le marché hypothécaire américain indiquent le début d'une récession. La Suisse est encore en période de haute conjoncture, mais la situation va se détériorer l'an prochain, a dit samedi le conseiller fédéral UDC dans son émission télévisée 'Teleblocher'. En règle générale, la récession commence aux Etats-Unis et déborde un à deux ans plus tard sur l'Europe. Pour le moment,

¹ Cf. annexes: page 1-4 Chronologie de la crise financière actuelle et pages 5 graphiques illustrant la taille des banques suisses par rapport au PIB en comparaison avec les banques et le PIB américains.

la crise aux Etats-Unis est dissimulée par la demande en provenance de l'Inde et de la Chine. Une récession entraînera aussi une augmentation du chômage et l'Etat doit se préparer à une baisse de ses recettes fiscales, a encore dit le conseiller fédéral Blocher."

Les quotidiens "Berner Zeitung" et "Neue Luzerner Zeitung" ont immédiatement réagi en donnant la parole à un professeur en économie que j'apprécie et qui est de mes amis: "L'expert en économie Franz Jäger critique durement Christoph Blocher pour ses déclarations concernant la future situation économique. Le conseiller fédéral serait mieux inspiré de donner confiance aux gens que se lancer dans des pronostics auxquels il ne comprend pas grand-chose." S'agissant d'une éventuelle récession, Franz Jäger a affirmé que c'était peindre le diable sur la muraille. Il a dit textuellement ceci: (trad.) "Je trouve problématique que des personnes, qui ne s'occupent pas professionnellement de macro-pronostics sur l'économie mondiale, fassent des déclarations pareilles. Ces prises de position ne contribuent certainement pas à lever les incertitudes; elles les renforcent au contraire. Je n'étais pas très heureux en lisant les déclarations de Christoph Blocher. Il devrait plutôt donner confiance aux gens."²

Le 28 décembre 2007, le professeur répondait ce qui suit à la question de savoir s'il allait acheter des actions maintenant: "Les Etats-Unis ne glissent pas dans une récession. Et l'économie suisse connaîtra en 2009 déjà une croissance de l'ordre de trois pour-cent." A propos d'un éventuel crash boursier, ce spécialiste de la macroéconomie a déclaré: "En tenant compte du développement de l'économie réelle, un tel crash est quasi inimaginable."

Et à la question de savoir s'il avait acheté des actions durant les deux mois écoulés, Franz Jäger a répondu: "Oui, j'en ai acheté. Notamment des actions de l'UBS."³

Aujourd'hui, je me dis ceci: il vaut peut-être mieux que je ne comprenne rien à la macroéconomie et que je me fonde sur mon expérience et mon intuition.

C'est malheureusement toujours la même chose: quand tout va bien on tend à oublier cette vérité humaine qui a pourtant une valeur éternelle: **il n'y a rien de plus difficile à supporter qu'une série de bonnes journées.** Car pareilles périodes engendrent l'exubérance et la démesure.

A l'heure actuelle, cette règle semble surtout concerner la branche bancaire – dans le monde entier et malheureusement aussi en Suisse. Les substantiels bénéfices – en partie surtout sur le papier – que les banques ont réalisés pendant de nombreuses années **ont été attribués à la compétence de ces institutions**, mais jamais on ne s'est interrogé sur la durabilité de cette

² Cf. Berner Zeitung, 20.11.2007, p. 3, Neue Luzerner Zeitung, 20.11.2007, p. 3

³ STOCKS, 28.12.2007, édition no 1, page 12

bonne marche des affaires. **De l'insouciance à la folie des grandeurs, il n'y a qu'un pas.**

Cette gestion insouciante a été encouragée à l'intérieur des banques par un **système de bonus déficient** qui donne des impulsions totalement contre-productives.

Ce système se fonde en effet sur le **développement à court terme du bénéfice durant la période de bonus. L'appréciation des valeurs à long terme et la réflexion quant au risque se sont perdues.**

La longue durée de la haute conjoncture américaine a fait oublier les règles de prudence. **Le sens des réalités et la vérification des risques ont passé au second plan auprès des organes de surveillance,** mais aussi de manière générale en **politique** et dans la **société.**

Tout le monde se demande aujourd'hui pourquoi personne n'a rien vu venir.

Où regardaient donc les **membres des conseils d'administration?**

Que faisaient les **gestionnaires du risque?**

Qu'ont fait les onéreuses **autorités de surveillance** et leurs nombreux révisseurs?

Pourquoi la CFB, la **Commission fédérale des banques,** n'a-t-elle pas vu le risque il y a deux ans déjà?

Tout cela devra être étudié à fond avant que l'on puisse tirer les bonnes leçons de ces événements.

Il est advenu ce qui devait advenir: **après des années de marche favorable,** la conjoncture a baissé, d'abord aux Etats-Unis, et avec elle les **prix immobiliers.** Il n'y a rien d'anormal à cela. Une conjoncture qui s'affaiblit entraîne une chute des prix immobiliers. Il est incompréhensible pourquoi cette évidence est toujours oubliée.

Il n'y a pas dix ans, la Suisse a vécu la même chose lors d'un ralentissement économique: non seulement les actions et bien d'autres placements en capital ont perdu de leur valeur, mais aussi les biens fonciers. A l'époque les banques suisses étaient contraintes d'amortir 50 milliards de francs. **Quelques banques cantonales ont même fait faillite.** Aujourd'hui, nous voyons la même chose aux Etats-Unis, mais dans une ampleur beaucoup plus grande. Des années durant on y a octroyé des hypothèques à la légère et on les a ensuite transformées en dits produits structurés de plus en plus complexes – les titres subprime, précisément – qui n'étaient que des bulles d'air au moment de la baisse conjoncturelle: corrections des valeurs, amortissements, effondrement des bénéfices, faillite de grandes banques, reprises par l'Etat, garanties d'Etat, etc., voilà les conséquences de cette gestion.

Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que dans des situations économiques difficiles des entreprises tombent en faillite – surtout les plus mal gérées d'entre elles. C'est précisément la force de l'économie de marché de libre que de faire disparaître des entreprises mal dirigées. **Les chefs d'entreprise le savent bien: le travail mal fait ne pardonne pas.** Toute l'économie natio-

nale, la prospérité de la société, la sécurité sociale, **tout cela ne peut progresser que si le meilleur s'impose partout et toujours.**

Le marché décide du bon et du mauvais, et non pas l'Etat. L'Etat n'a donc pas à sauver des entreprises qui marchent mal.

Pourquoi ces règles élémentaires ne vaudraient-elles plus dans la crise financière actuelle? Comment l'Etat en arrive-t-il à lancer un programme d'urgence pour sauver une entreprise privée, l'UBS? Nous allons tenter de répondre à cette question, mais voyons d'abord les causes de mal.

Les causes de la crise financière actuelle se résument comme suit:

- 1. Une insouciance mondiale, comme elle se produit malheureusement souvent dans l'économie, en politique et dans la société quand tout va bien, a conduit à l'imprudence et à une perte du sens des réalités.**
- 2. Des erreurs de gestion graves, qui ont de surcroît été encouragées massivement par un système de bonus totalement déplacé, ont débouché sur des décisions fausses et excessivement risquées.**
- 3. La surveillance étatique des banques n'a pas rempli sa tâche: les dysfonctionnements n'ont pas été identifiés à temps.**
- 4. Les banques jouent aujourd'hui un rôle si important qu'on ne peut plus les laisser s'effondrer sans entraîner dans l'abîme l'économie nationale dans son ensemble, voire tout l'Etat.**
Par leurs énormes engagements et implications à l'étranger, nos banques représentent un gros risque pour l'Etat.

Ce sont donc cinq raisons qui ont conduit à la dangereuse situation que nous connaissons actuellement. C'est à ce niveau que les entreprises et la politique doivent agir afin de procéder aux adaptations nécessaires.

III. La nécessité d'avoir des banques en état de fonctionner

Comment s'explique en fait cette dépendance du bon fonctionnement des banques?

Un système bancaire en état de fonctionner est d'une importance capitale pour chaque individu et pour l'ensemble de l'économie. Songez à tout le domaine des crédits. Songez à toutes les petites, moyennes et grandes entreprises et à leurs opérations bancaires. Songez aux rentiers, aux caisses de pension. Songez à votre prévoyance-vieillesse. Songez aux Etats qui doivent financer leurs milliards de dettes avec des crédits énormes. Que ferait-on si on n'obtenait plus de crédits? **Des banques en état de fonctionner sont indispensables à la bonne marche de l'économie et à la sécurité de l'emploi.**

Mais comme peu d'autres branches économiques, la banque dépend de la confiance. Celui qui confie de l'argent ou des titres à une banque a confiance qu'il retrouvera un jour sa mise, et même avec des intérêts. **Il**

veut la sécurité. Celle-ci est plus importante pour lui que le rendement du capital. Quand la confiance disparaît, tout le système s'effondre. Ce risque existe aujourd'hui – il est présent au niveau mondial.

IV. Les mesures de sauvetage étatiques et leur caractère douteux

Les Etats ont compris le danger de la situation. Ils ont donc mis en place des programmes de sauvetage. Le but de ces actions n'est pas de sauver une banque individuellement, mais **d'assurer le bon fonctionnement du système financier, de la circulation de l'argent dans l'intérêt de toute l'économie. C'est là une tâche prioritaire de l'Etat. C'est pour cette raison que la Suisse a une Banque nationale, des organes de surveillance comme la CBF, des lois sur les banques et de nombreuses régulations.**

Ces mesures de sauvetage visent à garantir l'existence de l'économie nationale, la survie de tout le pays. Il s'agit d'une sorte de droit d'urgence que l'on invoque également en cas de guerre. Ces mesures d'urgence vont loin et suspendent le droit ordinaire, soit en particulier la politique institutionnelle, mais aussi ponctuellement les droits de la liberté comme la liberté du commerce et de l'industrie. **Des interventions aussi graves de l'Etat ne peuvent être justifiées que par le sauvetage de l'ensemble de l'économie nationale.**

Je tiens à souligner ce dernier point, **car la politique risque d'abuser à d'autres fins de ces mesures extraordinaires.**

Les politiques y ont en effet très vite pris goût et commencent à développer un activisme inquiétant. Bien au-delà de ce qui est nécessaire, ils cherchent à mettre la main sur l'économie et à étendre massivement leur influence. **La politique est en train de développer cette même démesure que l'on reproche à juste titre aux élites des banques d'avoir pratiquée ces dernières années.** Ainsi, le **président français Sarkozy** a l'intention d'étatiser lesdites "industries-clés" afin que leurs cours en bourse ne baissent pas. Il va de soi qu'il appartient à l'Etat ou au président de décider ce qui est une industrie-clé. Le tout est évidemment financé par les contribuables. Quant au **ministre socialiste allemand des finances, Peer Steinbrück**, il menace la Suisse de coups de bâton parce que notre pays refuse d'aménager sa fiscalité à son goût. Comme il a fallu passagèrement recourir au droit d'urgence, donc suspendre le droit ordinaire, pour sauver l'économie nationale, certains pensent pouvoir ignorer le droit partout. **Nous ne permettrons pas au ministre allemand des finances de nous traiter comme un Etat-pirate obscure et sans loi!**

Mais en Suisse aussi les habituels étatistes – en tête desquels la gauche appuyée par chœur médiatique bien connu – réclament à grands cris plus

d'Etat et moins d'économie. Une fois de plus, on prêche la toute-puissance de la politique. On a oublié les fiascos de Swiss et CFF-Cargo, les injections par milliards dans les caisses de pension de la Confédération et de ses régies. Est-ce un hasard si en Allemagne les premières banques qui demandent de l'aide sont les banques de l'Etat? Le moment est venu de rappeler avec détermination un principe essentiel: **l'économie de marché libre est le meilleur système pour réaliser la prospérité de la société.**

Ce n'est pas une idéologie, mais c'est une expérience. L'effondrement des Etats socialistes a prouvé que l'économie étatique planifiée ne permet pas à la société d'atteindre la prospérité. **Ce système a conduit à l'appauvrissement de la population et, finalement, à l'effondrement des Etats.**

Il est d'autant plus important de s'interroger sur la nécessité et la justesse des mesures prises aujourd'hui – en Suisse notamment – sur la base du droit d'urgence et qui représentent dans les faits des **garanties étatiques données aux banques.**

V. Pourquoi la Suisse a-t-elle dû agir?

Il y a quelques semaines encore, il était clair aux yeux des grandes banques suisses, de la Commission fédérale des banques (CFB), de la Banque nationale suisse et du Conseil fédéral **que nos grandes banques surmonteraient les difficultés sans aide de l'Etat. Or, après les interventions publiques drastiques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne notamment, la Suisse était tout à coup quasiment la seule place financière du monde où l'Etat ne garantissait pas la sécurité des grandes banques.** L'Angleterre et les Etats-Unis avaient tout à coup des banques plus sûres que la Suisse. Pour empêcher un reflux de fond vers les banques de ces pays, la Suisse devait agir. **Il s'agissait de montrer au monde que la Suisse soutient sa place financière et qu'elle est prête à s'engager pour elle en cas de besoin.**

La Banque nationale a donc décidé de reprendre de l'UBS des titres dont la valeur est menacée, c'est-à-dire d'ouvrir un crédit de 60 milliards de francs pour la création d'une société ad hoc. **Il s'agit là d'un crédit qui doit être remboursé.** Dans le meilleur des cas, la Banque nationale peut faire un bénéfice. **Il ne s'agit pas d'une dépense de l'Etat.**

De plus, la Confédération souscrit un **emprunt à conversion obligatoire.** Elle est donc prête à devenir un important actionnaire de l'UBS. **La souscription d'un emprunt à conversion obligatoire n'est pas un cadeau à la banque, mais un investissement.** Il va de soi qu'elle comporte aussi un certain risque comme tout investissement. L'avenir montrera si cette action est fructueuse. **Il ne s'agit pas non plus dans ce cas d'une dépense de l'Etat. Ces deux mesures ne coûtent rien aux contribuables. La Confédération et la Banque nationale doivent tout mettre en œuvre pour qu'il en résulte un bénéfice.** La deuxième grande banque suisse, le Crédit

Suisse CS, doit aussi massivement augmenter son capital-actions. Grâce à la participation de tiers – de l'Etat pétrolier du Qatar et de la société holding israélienne Koor Industries – elle estime pouvoir y parvenir **sans l'aide de l'Etat suisse.**

On ne sait pas encore si ces mesures ont été prises à la demande des grandes banques elles-mêmes, sous la pression de quelques grands clients ou sous celle de la Banque nationale.

Ce qui compte, c'est que le but de ces mesures d'urgence n'est pas en priorité le sauvetage d'une entreprise individuelle, d'une banque, de l'UBS. En fait, il s'agit de protéger toutes les Suissesses et tous les Suisses qui dépendent des banques, de protéger les petites, moyennes et grandes entreprises, de protéger la population laborieuse, de protéger les emplois aussi dans d'autres entreprises qui, faute de cette intervention, seraient gravement menacées. L'objectif est de protéger toutes celles et tous ceux qui ont fait des économies et qui ont placé leur argent et leur fortune dans les banques. Il s'agit de la protection des rentiers, des caisses de pension, du deuxième pilier, etc.

Je me pose cependant avec inquiétude la question suivante: **ces mesures suffiront-elles à renforcer la confiance au niveau international?** Le Conseil fédéral, la Banque nationale, la CFB et manifestement aussi les grandes banques semblent être de cet avis.

Malheureusement, ces mesures extraordinaires n'ont pas été bien communiquées et expliquées par le Conseil fédéral et les médias. **Elles ont été avant tout présentées comme une action de sauvetage d'une banque individuelle, si bien que la population les a jugées injustes.** Et c'est vrai: **la Suisse n'a pas à soutenir l'UBS comme entreprise.** Mais, dans ce cas, il s'agissait uniquement **d'éviter une catastrophe pour l'économie dans son ensemble et pour chaque citoyen en particulier.** Or, ce message n'est pas arrivé jusqu'au peuple. Les mesures ont en outre été qualifiées de dépenses de l'Etat, ce qui est faux.

VI. Notre prospérité dépend aussi des banques

La principale justification de cette intervention de l'Etat est que **la faillite d'une grande banque aurait inévitablement entraîné vers l'abîme toute l'économie nationale.** Cette situation révèle à quel point la dépendance de **l'économie nationale des banques est risquée.** Il faut donc limiter les risques que peuvent prendre les banques suisses. Dans la constellation actuelle **une grande banque suisse porte la pleine responsabilité de ses activités à l'étranger.** Donc, si l'Etat est contraint de sauver une banque parce que c'est dans l'intérêt de l'économie nationale suisse, le contribuable suisse devrait aussi assumer les pertes que cette banque a enregistrées par exemple aux Etats-Unis. C'est absurde et nous espérons bien que nous

n'en arriverons jamais là. Dans ce contexte, il faut aussi se demander sérieusement si l'État suisse a effectivement les moyens d'empêcher l'effondrement d'une grande banque.

Cette réflexion doit enfin se répercuter dans la législation. Dans le passé on a toujours argué du fait que ces entreprises ne peuvent de toute manière jamais tomber en faillite. **La législation doit veiller à ce que les grandes banques soient contraintes de se structurer de manière à ce que les risques encourus par la banque soient répartis entre des filiales autonomes et indépendantes entre elles.** C'est précisément ce que demande une motion déposée par l'UDC.⁴ On pourrait, par exemple, songer à un holding bancaire avec plusieurs filiales opérationnellement indépendantes dans différents pays. De surcroît, le montant des crédits alloués par les filiales suisses aux entreprises sœurs étrangères devrait être limité légalement par rapport au volume des activités nationales.⁵

Si la Suisse s'était dotée dans le passé déjà de réglementations légales de ce type et si, dans le pire des cas, la société UBS américaine devait déposer le bilan, le holding en aurait sans doute été affecté, **mais la filiale suisse dont dépend une partie importante de l'économie suisse, aurait été moins touchée par cette débâcle étrangère et pourrait probablement être sauvée.** Cette réforme légale est si urgente et si importante qu'il faudrait même envisager une initiative populaire au cas où le Conseil fédéral et le Parlement tarderaient à réagir.

VII. Le système de bonus déficient de la branche financière

Comme je viens de le dire, l'une des causes de l'effondrement des banques est à chercher dans les **déficiences du système de bonus** appliqué dans cette branche. D'un côté, une **part importante du bénéfice théorique momentané est versée directement aux collaborateurs**, ce qui est condamnable du point de vue des droits des propriétaires; de l'autre côté, **ce système produit des incitations totalement contreproductives.**

Ainsi, les banques versaient-elles des bonus toujours plus élevés même en des périodes difficiles. **On a chaque fois trouvé de nouveaux prétextes pour justifier les bonus.** Dans les cas extrêmes, ce système a conduit à un mercenariat moderne pour reprendre l'expression d'un banquier: d'abord les banques ont engagé des supermen en payant des transferts énormes; puis, le "butin" fait, celui-ci n'a pas été crédité intégralement à l'entreprise, mais en bonne partie distribué généreusement entre les employés. Comme des mercenaires, ces supermen proposent leurs services aux plus offrants. **Les responsables des banques sont aujourd'hui appelés à mettre rapidement et complètement fin à ce système!** Je me permets de rappeler

⁴ Motion UDC no 08.3649: "Prévenir des risques démesurés pour l'économie suisse".

⁵ Cf. interview dans la "Sonntagszeitung" du 21.09.08 "Man müsste die Tätigkeit im Ausland beschränken" ("Il faudrait limiter les activités à l'étranger")

que je n'évoque pas ce problème pour la première fois aujourd'hui. Je n'aime pas hurler avec les loups – encore moins quand ils sont politiques. J'ai été un des premiers à mettre en garde il y a plusieurs années déjà contre ce développement. Je rappelle notamment mon discours de l'Albisgüetli de 2002⁶.

Il y a plusieurs années déjà l'UDC a déposé à ma demande une initiative parlementaire demandant la transparence des indemnités touchées par les managers et la suppression du droit de vote par délégation pour les titres en dépôt.⁷ **Durant ma période de fonction comme conseiller fédéral, ce renforcement de la transparence a été traité de manière accélérée dans le cadre de la réforme du droit des sociétés anonymes et des sociétés de révision.**

Comment en est-on arrivé à ce **système de bonus**? A l'origine, les bonus ont été introduits pour encourager **l'esprit d'entreprise des collaborateurs**. Il n'y a rien à redire à cela. Le problème, c'est qu'on n'a vu qu'un **aspect de l'entreprise**. Il est normal qu'un chef d'entreprise qui travaille bien et développe des affaires florissantes puisse aussi s'enrichir. Mais sa richesse est précisément engagée dans son entreprise. On a cependant oublié un **deuxième aspect de l'entreprise: en cas d'échec, le chef d'entreprise perd sa fortune** et s'appauvrit. Or, tel n'est pas le cas avec le système de bonus. **Les banques ne pourront pas éviter de modifier ce système**. Les bonus doivent récompenser des bonnes prestations qui assurent à l'entreprise un bénéfice à long terme – et rien d'autre. Si nécessaire, les contrats de travail existants devront être résiliés et remplacés par des contrats nouveaux et réalistes.

VIII. Rétablir la confiance dans le secteur financier

1. Réformer rapidement le droit des sociétés anonymes

La propriété privée est un facteur déterminant pour l'économie privée. **Les propriétaires des grandes sociétés sont les actionnaires**. Aujourd'hui, la propriété des actionnaires est insuffisamment protégée. C'est bien cela qui a rendu possible le versement de bonus excessifs. La réforme du droit des sociétés anonymes, qui a été adoptée durant la dernière séance du Conseil fédéral à laquelle j'ai participé, **renforce massivement les droits des actionnaires afin de mieux protéger la propriété privée, mais aussi dans le but d'entraîner un changement du système de bonus et de ses montants démesurés**.

Les entreprises cotées en bourse seront obligées d'élire chaque année individuellement les membres du conseil d'administration. Ainsi, les actionnaires, donc les propriétaires, auront la possibilité

⁶ Albisgüetlirede 2002 "Chumm Bueb und lueg dis Ländli aa!"
(Download: http://www.blocher.ch/de/archiv_albis.htm)

⁷ 02.406 du 6.3.2002: publication des indemnités et des participations des membres du conseil d'administration et de la direction

de décider, par une élection ou une non-élection et en pleine connaissance des montants versés, si les rémunérations des membres du conseil d'administration sont en adéquation avec leurs prestations ou non. Le nouveau droit des sociétés anonymes prévoit aussi des prescriptions plus sévères concernant **le remboursement de rémunérations injustifiées et excessives.**

Ce projet est malheureusement combattu par les milieux des managers, mais aussi par le PRD et le PDC, en raison des dispositions sur les bonus. J'ose espérer que les mentalités auront évolué depuis.

Le nouveau droit des sociétés anonymes doit être **adopté sans restriction afin que la situation puisse être corrigée.**

2. Changer radicalement le système de bonus

Les banques elles-mêmes doivent rapidement et radicalement changer leur système de bonus. Non seulement le montant des rémunérations, mais tout le système doit changer. **Il faut revenir à des salaires équitables et adaptés aux prestations.** Des bonus ne sont justifiés que pour récompenser des prestations particulières assurant à l'entreprise un bénéfice à long terme. Et si le résultat n'est pas atteint, il n'y a pas de bonus. A ce propos, les déclarations des membres des conseils de surveillance des banques allemandes qui affirment, sur un ton de pénitents, vouloir renoncer à leur bonus en 2008 sont proprement ridicules. A quoi renoncent-ils en réalité? On ne peut renoncer qu'à un avantage auquel on a droit. Est-ce à dire que le bonus est déjà partie intégrante du salaire?

3. Placer le conseil d'administration devant ses responsabilités

La fonction du conseil d'administration doit être revue et corrigée à fond. Il faut revenir aux principes clairs de la gestion d'entreprise classique: **le conseil d'administration est le représentant des propriétaires et exerce à leur place la fonction entrepreneuriale au sein de l'entreprise.**

Si les affaires ne marchent pas comme elles devraient, le conseil d'administration est le premier responsable du résultat et il doit assumer cette responsabilité. **S'il participe au bénéfice sous la forme de bonus, il doit aussi participer aux éventuelles pertes.**

4. Limiter le risque pour l'Etat

Le législateur doit veiller à limiter les risques que peuvent prendre les banques suisses. Il n'est pas acceptable que l'Etat doive se porter au secours de quelques entreprises individuelles parce que celles-ci ont fait des affaires trop risquées à l'étranger. **Ce problème doit être traité en priorité et il ne saurait être question de le reporter à plus tard.** Si

nécessaire, il faudra lancer une **initiative populaire** pour faire avancer les choses.

L'Etat suisse doit aujourd'hui s'occuper en priorité du règlement de la crise financière. Il s'agit de **rétablir la confiance** de la population dans les banques. **La confiance revient quand des bonnes décisions sont prises, quand les citoyens constatent que des mesures efficaces sont prises et imposées.**

Pour le moment, la Suisse agit dans ce sens **en montrant dans le pays et à l'étranger qu'elle est derrière ses banques alors que d'autres Etats en ont fait de même pour leurs établissements financiers.**

Il faut donc soutenir le programme de sauvetage tel qu'il a été présenté par la Banque nationale et le Conseil fédéral. Mais pour éviter à l'avenir des effondrements bancaires de cette envergure, il faut adopter des mesures d'accompagnement telles qu'elles sont présentées au chapitre VIII.

IX. La situation économique actuelle

Nous sommes confrontés non seulement à une crise financière mondiale, mais aussi à un ralentissement économique au niveau mondial. Il s'agit en fait d'une réaction à la haute conjoncture qui s'est étendue sur plusieurs années. Cette baisse devait arriver! **Il n'y a pas que des hausses en économie, mais aussi des baisses.** Dans le cas présent, le recul conjoncturel est cependant renforcé par la **crise financière.** **En Suisse aussi nous devons nous préparer à un ralentissement relativement fort. Les mentalités doivent changer.** Mais je suis persuadé que nous saurons surmonter également cette période difficile. Le développement de la bourse, qui est marqué par une chute non seulement des valeurs bancaires, mais aussi de toutes les autres actions, indique cette détérioration de la situation. **Trop longtemps on n'a pas voulu prendre en compte ces indices.** Que l'on songe simplement aux déclarations optimistes que le Conseil fédéral a faites encore en septembre 2008 concernant la conjoncture. Aujourd'hui il s'avère que nous avons vécu au-dessus de nos moyens dans tous les domaines – et pas seulement dans celui des banques. On en a oublié les principes de vie et de gestion d'entreprise les plus élémentaires. Le constat est toujours le même:

Rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de bonnes journées!

Un hôtelier de l'Engadine m'a raconté au printemps dernier qu'il avait été choqué par la manière dont les jeunes gens dépensaient l'argent l'hiver précédent. Il a vu des personnes, si jeunes qu'il se demandait s'ils avaient effectivement déjà commencé à travailler, commander les vins les plus chers, des bouteilles à 3000 francs et davantage.

On a fait la même chose en politique. Le sens de la mesure s'est perdu. Je rappelle les **attitudes dépensières** et les nombreuses décisions prises dans le secteur énergétique où l'on a encouragé des **énergies alternatives totalement irréalistes** avec des prix de production de l'ordre de 90 centimes, soit quatre fois plus que les coûts de production actuels. Pareilles décisions ne peuvent avoir été prises que dans la méconnaissance de la réalité. De nombreux projets irréalistes et idéologiques ont aussi été approuvés dans le domaine de la protection de l'environnement. Nous en payons la facture aujourd'hui.

Dans le secteur scolaire, les directeurs cantonaux de l'instruction publique ont mis en place le projet "**HarmoS**" qui abaisse la qualité de la formation scolaire tout en augmentant massivement les coûts. Une fois de plus les contribuables devront passer à la caisse. On veut retirer aux parents la responsabilité d'éduquer leurs enfants. **Rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de bonnes journées!**

On assiste partout à une perte du sens des réalités. Voyez donc le premier semestre 2008: le travail politique ne semblait tourner qu'autour de l'Euro 08. Rien à redire contre le jeu et le sport, mais **n'aurait-il pas mieux valu que la politique s'occupe de la réalité de la vie et des bases économiques du pays?**

Durant ces années de vaches grasses, la politique consistait avant tout à **augmenter les dépenses publiques**. Les élus ont eu tendance à considérer comme leur **propre mérite les recettes fiscales qui ont généré des excédents dans les caisses publiques**. Or, en réalité il ne s'agissait que de fortes rentrées d'impôts – **de rentrées qui provenaient notamment de l'imposition des bénéficiaires imaginaires des banques** comme il s'est avéré depuis. La Suisse doit se préparer à un ralentissement conjoncturel. Nous remarquons tous que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. C'est toujours le même problème: **rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de bonnes journées.**

Il est donc important désormais de répondre à la question suivante:

X. La Suisse et ses entreprises sont-elles armées pour affronter une baisse conjoncturelle?

En général, les **entreprises suisses ont profité de la haute conjoncture pour mettre de l'ordre dans leurs bilans**: elles sont aujourd'hui mieux capitalisées que la majorité des entreprises étrangères, les américaines notamment. **Les réserves sont importantes et permettront de surmonter une période difficile. Mais l'Etat suisse, les communes et les citoyens** sont eux aussi en meilleure position que les collectivités publiques étrangères. Même si la Suisse a aussi vécu au-dessus de ses moyens, la substance a été renforcée. Des **solides investissements** – je songe aux routes,

aux écoles, à l'infrastructure ferroviaire – nous permettront de survivre à quelques années de vaches maigres.

La Suisse est bien armée grâce à la **petite taille de son Etat**, grâce à sa **souplesse**, grâce à la **formation professionnelle** et la **force de travail** de sa population. Mais les entreprises, l'Etat et les citoyens doivent à nouveau comprendre qu'il **n'est pas possible de réaliser tous les rêves**. Il faut définitivement abandonner la tendance à se faire valoir aux frais des autres et à réaliser des fantasmes idéologiques. Si nous faisons cela, **les citoyens suisses pourront reprendre confiance dans cet Etat et aussi en eux-mêmes**. La Suisse a fait la preuve dans le passé qu'elle était capable de surmonter des situations difficiles.

XI. Que faut-il faire pour surmonter le ralentissement conjoncturel?

1. Dans les entreprises

Le principe à respecter est toujours le même, que la période soit favorable ou difficile: **contrôler les coûts, innover, développer et commercialiser des nouveaux produits. Les mauvaises périodes sont les plus novatrices parce qu'il faut se concentrer sur les produits décisifs pour le succès de l'entreprise.**

2. Réduire les dépenses de l'Etat

En des périodes économiquement difficiles il est plus important que jamais **que l'Etat soutienne les citoyens, donc les consommateurs. Les dépenses de l'Etat doivent être réduites afin que l'on puisse baisser les impôts et les redevances.** Voilà qui renforce la conjoncture.

Il faut absolument éviter d'augmenter les dépenses publiques pour des raisons conjoncturelles! Cette politique affaiblit les contribuables. **La Suisse doit au moins réaliser les modestes programmes de réduction des tâches publiques qui ont été prévus.** Il est proprement irresponsable que même les partis bourgeois veuillent profiter de l'occasion pour abandonner ces programmes qui ne vont pourtant pas bien loin.

3. Réduire les impôts et les redevances

Il est aujourd'hui plus important que jamais de réduire **les redevances, taxes et impôts**. Il reste ainsi plus d'argent aux citoyens pour investir, consommer, donc soutenir la conjoncture.

Le soutien des citoyens, le renforcement des consommateurs **rétablit la confiance dans l'économie et dans l'Etat**.

- **La progression à froid doit disparaître.**
- L'UDC demande avec insistance **une baisse de la TVA de 1% pour accroître le pouvoir d'achat, réduire les coûts des entreprises et atténuer le risque d'inflation.**
- Cette mesure n'agissant qu'à partir de 2009, il faut, moyennant les excédents de recettes, verser à la fin 2008 un montant de 500 francs à chaque citoyen. Cette mesure proposée par le conseiller national Toni Brunner augmente concrètement le pouvoir d'achat.
- Il est important de supprimer **les impôts provoquant des distorsions de la concurrence**. Les **taxes sur les émissions** doivent disparaître.
- **L'augmentation de la TVA pour financer l'AI**, projet soumis l'an prochain aux citoyens, doit être refusée

4. Revenir sur les erreurs du passé

Il faut revenir sur de nombreuses décisions insensées prises ces dernières années, **notamment dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'énergie, de la régulation ainsi que des transports publics**.

5. Ne pas augmenter le prix de l'électricité

La **législation inapte** concernant la prétendue libéralisation du marché de l'électricité – en fait ce n'est pas une libéralisation – doit être suspendue et abrogée. **Les hausses massives du prix de l'électricité ne sont pas acceptables**. La proposition du conseiller fédéral Leuenberger de modifier l'ordonnance ne va pas assez loin.

6. Résoudre les problèmes de migration

Les problèmes de la migration, qui seront renforcés par les difficultés économiques, doivent retenir toute notre attention.

Il faut combattre avec détermination la forte augmentation du nombre de demandes d'asile à laquelle on assiste de nouveau depuis quelque temps. Il ne suffit pas de chercher simplement des logements pour ces

immigrants. **Le Conseil fédéral doit diriger et non pas se contenter de gérer les événements.**

Il est incompréhensible que le Conseil fédéral ait renoncé au mois de juillet de cette année au droit de réintroduire des quotas pour les étrangers provenant des anciens pays membres de l'UE. En juillet, il semblait croire encore que la bonne conjoncture était éternelle!

La Suisse devra encore régler **les conséquences de la libre circulation des personnes en des périodes économiquement difficiles.** Elle n'a pas encore d'expérience dans ce domaine parce que ce régime n'est en place que depuis un peu plus d'un an avec certains pays de l'UE. Tout ressortissant de ces pays, qui a travaillé durant un an en Suisse, a droit aux prestations sociales de l'Etat pendant une durée qui peut aller jusqu'à cinq ans. **Le Conseil fédéral doit se préparer à la situation la plus mauvaise!**

Dans une insouciance encouragée par la haute conjoncture, dans le mépris le plus complet des citoyens et de la démocratie et avec la complaisance du Conseil fédéral, le Parlement a eu le culot de réunir en un seul "paquet" deux projets distincts, à savoir la poursuite de la libre circulation des personnes avec les anciens membres de l'UE et son extension à la Roumanie et la Bulgarie. Le citoyen est donc **empêché d'exprimer son exacte volonté.**

Cette attitude du Parlement donne surtout envie de s'abstenir de voter. Mais ce n'est pas une bonne solution pour un citoyen suisse. Il s'agira donc **d'agir de la manière la moins fautive possible** puisque le Parlement, sous la conduite du PS, mais aussi des Verts et du PDC, nous empêche de faire ce qui est juste. **Or, la manière la moins fautive d'agir est de rejeter le projet de libre circulation des personnes. Donc, en février prochain, il faut dire non à la libre circulation des personnes.**

7. En aucun cas une adhésion à l'UE

La crise financière actuelle montre une fois de plus, si besoin en était, que **la Suisse doit absolument s'abstenir d'adhérer à l'UE.** Si la Suisse était dans l'UE, elle n'aurait, par exemple, **plus de Banque nationale capable d'agir efficacement.** Les Etats membres de l'UE n'ayant plus de banque nationale, ils doivent prendre directement des engagements pour des milliards alors que leurs caisses sont vides. **Impressionné par les menaces grossières du ministre allemand des finances et ne comprenant manifestement rien à la situation, le PS appelle à nouveau à l'adhésion à l'UE! Et le PDC – comment pourrait-il en être autrement? – adopte des résolutions alambiquées concernant l'adhésion de la Suisse à l'UE.**

8. Renforcer la Banque nationale

La **Banque nationale suisse doit au contraire être renforcée**. Les **réserves monétaires** doivent être augmentées pour augmenter la marge de manœuvre de la BNS en cas de crise.

9. Inscrire le secret protégeant les clients des banques dans la Constitution fédérale

La pression des secteurs bancaires étrangers continuant d'augmenter, **le secret protégeant les clients des banques doit être ancré dans la Constitution fédérale**.

XII. Conclusion

J'en arrive à ma conclusion: le mot crise vient du grec "crisis", qui signifie rupture. Les situations de crise sont désagréables parce que la solution des problèmes exige des sacrifices. Aujourd'hui **il n'y a pas d'autre solution** que de **revenir aux conditions de vie d'autrefois, donc plus simples**. La folie des grandeurs et l'optimisme excessif doivent appartenir au passé: **dans les entreprises, en politique et dans la société**. Il s'agit de revenir sur les erreurs commises dans l'ivresse de la haute conjoncture, de faire et d'imposer **ce que l'on aurait dû faire depuis longtemps. Voilà la seule manière de rétablir la confiance – dans les entreprises et en politique**.

Je suis persuadé que nous y parviendrons. N'oubliez pas: **la baisse n'est pas éternelle et elle sera forcément relayée par une hausse**.
